

Séance plénière de rentrée pour le Conseil départemental de Vaucluse



Séance plénière tranquille pour cette rentrée avec la plupart des délibérations votées à l'unanimité par les élus du [Conseil départemental de Vaucluse](#).

Pourtant des sommes non négligeables ont été votées, la plupart du temps à l'unanimité des élus : 1,942 M€ de DSID (Dotation de soutien à l'investissement du département) pour des travaux d'accès électronique, d'accessibilité, de réhabilitation des collèges vaucusiens, 448 000 € de coup de pouce aux communes d'Aurel (aire de repos sur le voie communale), Cairanne (création de la Maison des vins et du Musée de la Romanité), Camaret (rénovation de l'Ecole des Amandiers), La Tour d'Aigues (aménagement



Ecrit par Andrée Brunetti le 25 septembre 2020

et sécurisation de voies communales).

864 000€, la moitié payée par le département, l'autre par la ville d'Avignon pour sécuriser le giratoire de Réalpanier, près de 3M€ pour le projet de pôle économique du Piol à Mazan, 3,5M€ pour la Grange-Blanche 2 à Courthézon, 2,7M€ pour préserver durablement les ressources en eau avec des aménagements hydrauliques, 750 000€ pour prévenir les risques d'inondations sur les Iles Piot et La Barthelasse, 3, 4M€ pour la réhabilitation du Mont Ventoux. La séance s'est un peu animée quand ont été désignés les délégués titulaires au Comité syndical du parc du Ventoux, Hervé de Lépinau (Rassemblement National) dénonçant l'absence de transparence et de pluralité puisque ni son groupe, ni celui de la Ligue du Sud n'en font partie.

« La précarité n'est pas la même à Gordes ou à Avignon. »

C'est quand a été examinée la délibération sur 'La convention d'appui à la lutte contre la pauvreté' que les esprits se sont échauffés. 2, 8M€ pour le Conseil Départemental pour l'ASE (Aide sociale à l'enfance) confrontée à un flux migratoire important (418 mineurs sont accompagnés) accueillis en Vaucluse dont 135 ayant atteint l'âge de 18 ans. « Certains quittent le dispositif de protection avec perte et fracas, sans réseau familial ni amical, au mieux, ils se retrouvent dans des squats » précise la convention. Le RN s'étonne « Qu'on oublie nos jeunes, les territoires ruraux, ce sont encore les mêmes quartiers qui sont prioritaires, laissons l'Etat payer pour eux dans le 6^e département le plus pauvre de France ». Suzanne Bouchet pour la majorité s'insurge : « Nous ne faisons pas de différence dans la misère, nous ne prenons pas d'initiative personnelle, ce que nous faisons est légal. » Ce à quoi Yann Bompard (Ligue du Sud) rétorquera : « Vous estimez, et c'est tout à votre honneur, que vous pouvez accueillir toute la misère du monde, mais nous avons de moins en moins de ressources », Darida Bélaïdi ajoutera : « La précarité n'est pas la même à Gordes ou à Avignon » et Delphine Joran (Front de Gauche) conclura « N'opposons pas les pauvres entre eux ».

« HLM : il faut rééquilibrer la répartition. »

La réhabilitation de 190 logements sociaux à l'Isle-sur-la-Sorgue, Avignon et Saint-Didier et la création de 59 logements sociaux supplémentaires à Sarriens Carpentras donneront lieu à une autre passe d'armes. A commencer par le frontiste Hervé de Lépinau qui remonte au créneau : « Il y a déjà 7 cités à Carpentras, dont le Pous du Plan, les Amandiers, les Eléphants, ça suffit ! Commencez par rénover les appartements indignes qui existent depuis des décennies au lieu d'en rajouter ». Darida Bélaïdi ajoutera : « Il n'est pas normal qu'Avignon cumule 70% des HLM du département, rééquilibrez le territoire ».

Enfin, les élus se sont retrouvés pour approuver le versement d'une 'Prime exceptionnelle Covid-19', pour les personnels sociaux et médico-sociaux qui ont œuvré, lors de la séquence d'état d'urgence sanitaire, en faveur des enfants relevant de l'ASE, des personnes âgées et des handicapés. Environ 4 320 professionnels sont concernés dans le département par l'octroi de cette prime de 1 000€, ce qui



Écrit par Andrée Brunetti le 25 septembre 2020

représente 3,36M€. André Castelli, l'élu communiste fera remarquer à l'auditoire que certains agents du centre hospitalier de Montfavet, qui pourtant n'ont pas chômé depuis le printemps, ne l'ont pas touchée, « Ce qui est indigne », le Président Chabert partagera ce point de vue et compte écrire au sénateur vauclusien Alain Milon, Président de la Commission des Affaires Sociales eu Sénat ainsi qu'au ministre de la Santé, Olivier Véran « Pour que soit mis fin à cette injustice ».